



# PLATEFORME CANADIENNE D'ADAPTATION AUX CHANGEMENT CLIMATIQUE

*Équiper les canadiens face à l'évolution du climat*

**Rapport annuel d'avril 2017 à mars 2018**



PLATEFORME CANADIENNE D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES – Équiper les Canadiens face à l'évolution du climat Rapport annuel d'avril 2017 à mars 2018.

N° de cat. M171-4F-PDF (En ligne)

ISSN 2562-0924

*Also available in English under the title:* CANADA'S CLIMATE CHANGE ADAPTATION PLATFORM – Equipping Canadians for a Changing Climate Annual Report for April 2017 to March 2018.

# MEMBRES DE LA PLÉNIÈRE (2017/2018)

- **Présidents du groupe plénier** – Ressources naturelle Canada, Secteur des terres et des minéraux; Chris Jennings | Don Lemmen
- **Vice-Présidents du groupe plénier** – Ministère de l'Environnement; Jason Hollet

## Gouvernements des provinces et territoires

- Colombie-Britannique – Ministère de l'Environnement, secrétariat action climat; Suzanne Spence
- Manitoba – Conservation et gestion des ressources hydriques; Neil Cunningham
- Nouveau-Brunswick – Ministère de l'environnement et Gouvernements locaux; Darwin Curtis
- Terre-Neuve-et-Labrador – Bureau du changement climatique et de l'efficacité énergétique; Jackie Janes
- Territoires du Nord-Ouest – Ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles; Lisa Dyer
- Nouvelle-Écosse – Ministère de l'Environnement; Jason Hollet
- Nunavut – Secrétariat des changements climatiques; Zoe Martos
- Ontario – Ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique; Karen Clark | James Nowlan
- Île-du-Prince-Édouard – Ministère de l'Environnement, du Travail et de la Justice; Todd Dupuis
- Saskatchewan – Ministère de l'Environnement; Scott Pittendrigh | Bob Wynes
- Yukon – Secrétariat des changements climatiques; Rebecca World | Kirsten Burrows

## Ministères et organismes fédéraux

- Agriculture et Agroalimentaire Canada; Alexandre Lefebvre
- Environnement et Changement Climatique Canada; Laniel Bateman
- Pêches et Océans Canada; Keith Lennon
- Santé Canada; Carolyn Tateishi
- Affaires autochtone et du Nord Canada; Marie-Ève Neron
- Infrastructure Canada; Sonya Read
- Ressources naturelles Canada, Services canadien des forêts; Vincent Roy | Winn Hays-Byl
- Parcs Canada; Gilles Seutin
- Agence de la santé publique Canada; Christina Lee-Fuller
- Sécurité Publique Canada; Jacqueline Randall
- Conseil Canadien des normes; Michel Girard
- Transport Canada; Maxine Bilodeau

## Organisations autochtones nationales

- Assemblée des Premières nations; Kim Scott
- Inuit Tapiriit Kanatami; Tonio Sadik
- Ralliement national des Métis; John Weinstein

## Organismes du secteur privé et à but non lucratif

- Comptables professionnels agréés du Canada; Gord Beal
- Association canadienne de l'électricité; Devin McCarthy;
- Fédération canadienne de l'agriculture; Drew Black
- Ingénieurs Canada; David Lapp
- Fédération canadienne des municipalités; Shannon Joseph
- Association des produits forestiers du Canada; Robert Laroque

- Bureau d'assurance du Canada; David McGown
- Institut de prévention des sinistres catastrophiques; Paul Kovacs
- Association minière du Canada; Ben Chalmers | Brendan Marshall
- Ouranos; Alain Bourque

## Observateurs

- Environnement et Changement climatique Canada, Division de la recherche climatique; Marjorie Shepherd
- Environnement et Changement climatique Canada, Centre canadien des services climatique; Lo Cheng
- Ressources naturelles Canada, Secteur de l'Énergie; Lynne Monastesse | Jason Randall
- Ressources naturelles Canada- Secteur minier; Photinie Koutsavlis
- Québec - Ministère du développement durable de l'environnement et des parcs; Catherine Gauthier
- University of Waterloo; Jean Andrey

## Secrétariat de la Plateforme d'adaptation (Ressources naturelles Canada)

- Elizabeth Atkinson | Don Lemmen
- Heather Dewar | Joanne Egan
- Adam Greenberg

Pour de plus amples renseignements ou pour communiquer avec l'un des membres de la Plénière, veuillez envoyer un courriel à: [adaptation@nrca.gc.ca](mailto:adaptation@nrca.gc.ca)

En prenant des mesures visant l'adaptation aux répercussions climatiques actuelles et futures, nous pourrions aider à protéger les Canadiens contre les risques liés aux changements climatiques, renforcer la résilience, réduire les coûts, et veiller à ce que la société prospère dans un climat changeant. Le développement de l'expertise en matière d'adaptation et la mise au point des technologies qui s'y rapportent peuvent d'autant plus contribuer à la croissance propre en créant des emplois et en favorisant l'innovation. L'adaptation est un défi à long terme et nécessite une volonté continue de passer à l'action.

Gouvernement du Canada (2016). [Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques.](#)

# PLATEFORME CANADIENNE D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

## SIXIÈME RAPPORT ANNUEL (D'AVRIL 2017 À MARS 2018)

### TABLE DES MATIÈRES

<b>La plateforme d'adaptation .....</b>	<b>1</b>
<b>La plénière .....</b>	<b>2</b>
<b>Groupes de travail .....</b>	<b>7</b>
<i>Biodiversité.....</i>	<i>8</i>
<i>Services climatiques.....</i>	<i>8</i>
<i>Gestion des zones côtières.....</i>	<i>9</i>
<i>La dimension économique .....</i>	<i>10</i>
<i>L'énergie.....</i>	<i>11</i>
<i>La foresterie .....</i>	<i>12</i>
<i>Infrastructure et bâtiments.....</i>	<i>12</i>
<i>Exploitation minière.....</i>	<i>14</i>
<b>Autres activités .....</b>	<b>15</b>
<i>Le Canada dans un climat en changement : renforcer nos connaissances pour mieux agir.....</i>	<i>15</i>
<i>Le Partenariat pour l'adaptation dans le Nord.....</i>	<i>16</i>
<i>Le point sur le Comité de la cartographie des inondations .....</i>	<i>16</i>

## LA PLATEFORME D'ADAPTATION

La Plateforme d'adaptation regroupe les associations industrielles, des organisations autochtones, à but non lucratif et professionnelles, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ainsi que des chercheurs pour aborder les priorités communes en matière d'adaptation au changement climatique. La collaboration entre les secteurs public et privé et entre les champs de compétences et les domaines de travail est essentielle pour aborder cet enjeu complexe et intersectoriel qu'est l'adaptation aux changements climatiques.

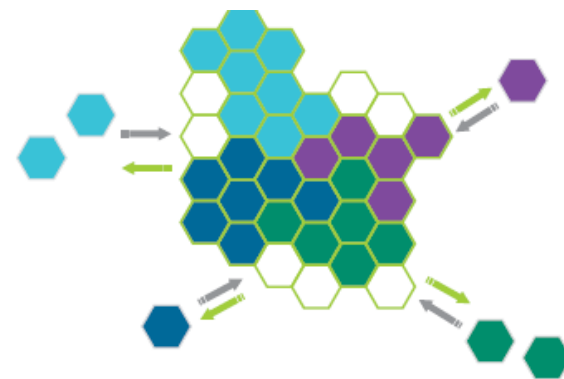
Ses membres sont autant des utilisateurs que des producteurs de connaissances et d'outils d'adaptation. Par conséquent, leur travail est axé sur la demande, et la Plateforme facilite l'analyse et la mise en œuvre de mesures d'adaptation et répond directement aux besoins des décideurs des secteurs public et privé du Canada. En fournissant la structure qui permettra de mettre en commun les ressources financières et les connaissances et de rassembler les gens, la Plateforme œuvre à produire de l'information et des outils nouveaux pour favoriser l'adaptation et veille à ce que ces produits atteignent les utilisateurs pertinents.

La Plateforme d'adaptation du Canada est structurée autour de plusieurs éléments de base : un groupe plénier, une série de groupes de travail qui se penchent sur des questions précises, un secrétariat ainsi qu'un large réseau de gens qui mettent en œuvre des mesures adaptatives. Par ailleurs, les Initiatives de collaboration régionale pour l'adaptation (y compris le Partenariat panterritorial pour l'adaptation) travaillent à sensibiliser le public et à améliorer la diffusion des résultats de la Plateforme dans toutes les régions du pays.

Ressources naturelles Canada, qui préside la Plateforme d'adaptation, investit de façon continue des ressources pour soutenir la Plateforme et certaines activités des groupes de travail, ainsi que pour assurer les services du secrétariat.

La Plénière comprend des représentants des niveaux supérieurs des gouvernements et des organisations nationales et se réunit deux fois par an. L'objectif primaire de la Plénière est de dégager les priorités essentielles d'adaptation qui émergent et d'appuyer les efforts collaboratifs entrepris dans des sphères d'activités précises. Les membres de la Plénière sollicitent de l'appui en faveur des mesures d'adaptation auprès de leurs organisations et de leurs réseaux.

Les groupes de travail centrent leurs efforts sur les priorités communes d'adaptation dans leurs domaines de spécialisation. Les membres de la Plénière peuvent nommer des personnes de leurs organisations et réseaux qui possèdent les ressources (temps, argent, expertise) nécessaires pour concevoir et mener à bien des activités des groupes de travail. Des membres supplémentaires peuvent être recrutés par les présidents ou les coprésidents des groupes de travail.



Les tâches administratives sont réalisées par le secrétariat à partir des bureaux de Ressources naturelles Canada. Ces responsabilités comprennent le soutien administratif de la Plénière, la gestion de l'espace de travail partagé, la liaison entre les coprésidents des groupes de travail, la production d'une série de webinaires et d'un rapport annuel, ainsi que des bulletins périodiques.

L'espace de travail est virtuel et les membres des groupes de travail et de la Plénière s'y retrouvent pour planifier, travailler, communiquer et examiner les produits nouvellement diffusés. Cet espace de travail vient compléter les formes traditionnelles de discussion et de collaboration comme les téléconférences et les rencontres en personne. En 2017-2018, on a enregistré 32 200 vues dans l'espace de travail.

Des bulletins d'information ont été distribués à plus de 1 400 membres de la Plateforme au printemps et à l'automne 2017. Des webinaires ont été enregistrés et sont accessibles sur le site <http://webinars.cullbridge.com/course/view.php?id=575>.

La Plateforme d'adaptation réussit à établir un lien entre les ressources, les gens et les idées nécessaires pour que les régions et les industries du Canada comprennent les effets du changement climatique et adaptent leurs activités en conséquence.

Pour plus d'information sur la Plateforme d'adaptation, consultez le site <http://www.rncan.gc.ca/environnement/impacts-adaptation/plateforme-adaptation/10028>.

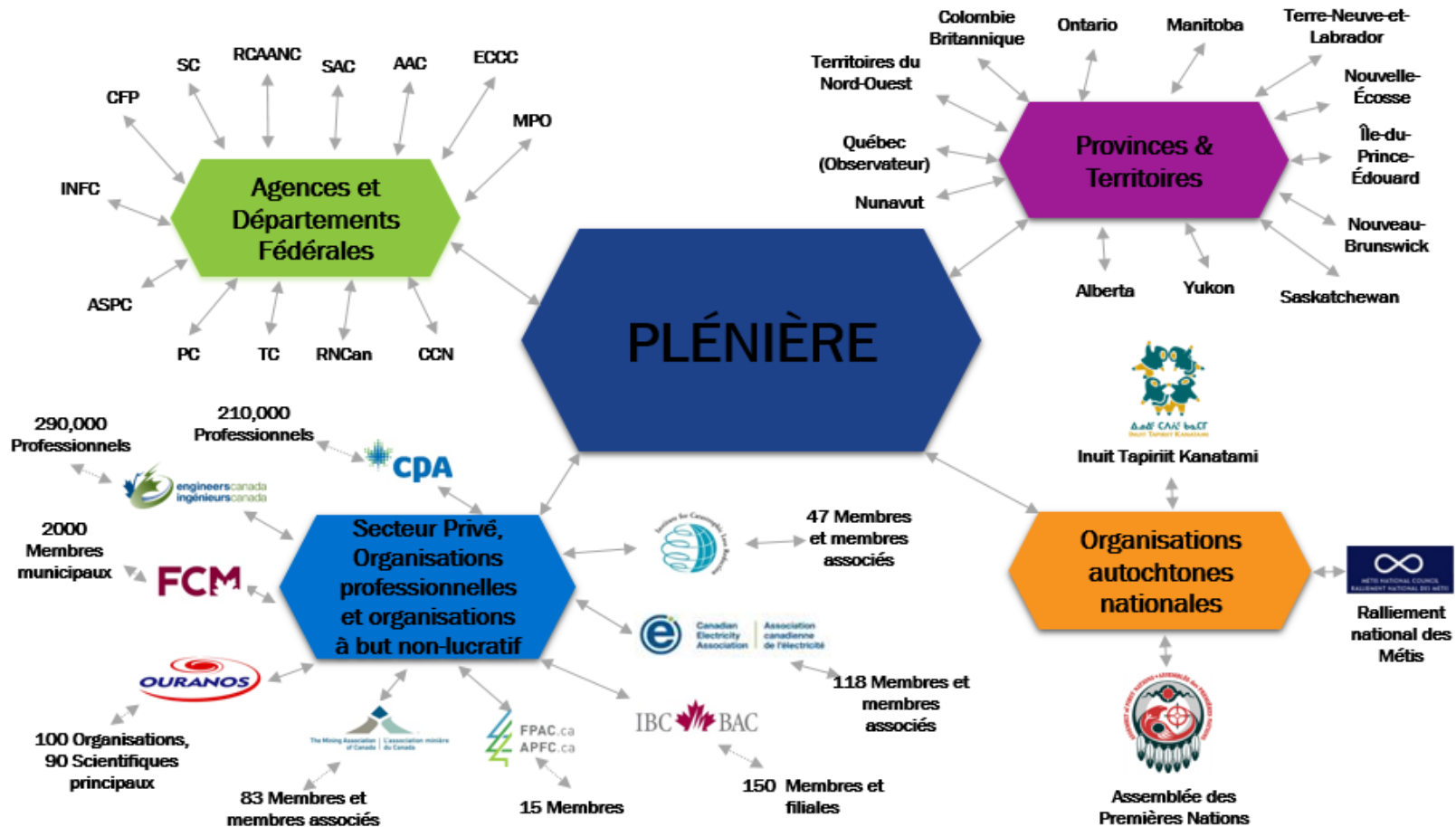
## LA PLÉNIÈRE

La Plénière est un réseau de réseaux. Les membres directs comprennent tous les gouvernements provinciaux et territoriaux, de multiples ministères fédéraux, des organisations autochtones nationales, des associations professionnelles et de l'industrie, ainsi que des organismes de recherche. Toutefois, la diffusion ultime atteint 250 organisations, 190 000 comptables et 280 000 ingénieurs à travers le Canada. Ce réseau représente un élément essentiel de la stratégie de communication de la Plateforme. Parmi les priorités en matière de communications, mentionnons l'intensification de la diffusion aux publics cibles, la mobilisation accrue aux échelons supérieurs des organisations des membres, et un recours accru aux réseaux étendus afin que l'adaptation devienne partie intégrante des pratiques quotidiennes de gestion.

La Plénière de la Plateforme d'adaptation a tenu deux réunions fructueuses en 2017-2018; les discussions ont fourni un nouvel aperçu des progrès en matière d'adaptation au Canada et ont mis à profit les diverses ressources du groupe. La Plénière continue de se développer; en effet, lors de son assemblée générale, le Ralliement national des Métis (RNM) a adopté une résolution pour s'y joindre en tant que membre à part entière.

La réunion du printemps a eu lieu les 10 et 11 mai 2017 à l'édifice John G. Diefenbaker à Ottawa, en Ontario. La réunion a été présidée par Don Lemmen (Ressources naturelles Canada) et a rassemblé un total de 70 participants représentant 37 organismes membres et 6 organismes observateurs. Les principaux sujets abordés incluaient des mécanismes pour collaborer plus étroitement avec les organisations autochtones en matière d'adaptation aux changements climatiques, ainsi que les mesures et les possibilités d'adaptation aux États-Unis.

## LA PLÉNIÈRE : UN RÉSEAU DE RÉSEAUX



AAC : Agriculture et Agroalimentaire Canada, MPO : ministère des Pêches et des Océans, ECCC : Environnement et Changement climatique Canada, SC : Santé Canada, AANC : Affaires autochtones et du Nord Canada, INFC : Infrastructure Canada, RNCAN : Ressources naturelles Canada, PC : Parcs Canada, ASPC : Agence de la santé publique du Canada, SPC : Sécurité publique Canada, CCN : Conseil canadien des normes, TC : Transports Canada



### Réflexions du coprésident

*J'ai eu la chance d'entamer mon mandat à titre de président de la Plateforme d'adaptation au moment où le gouvernement du Canada a annoncé d'importants investissements pour lutter contre les changements climatiques. Plusieurs nouveaux engagements en matière d'adaptation ont été pris dans le Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques. Ceux-ci ont entraîné la création d'un nouvel organisme de renseignements sur le climat au sein du Centre canadien des services climatologiques. Cet organisme a lancé de nouveaux programmes pour surmonter les obstacles à la prise de mesures en matière d'adaptation, notamment l'absence de capacité et d'expertise pertinente, et a travaillé en étroite collaboration avec les communautés autochtones pour élaborer des solutions répondant à leurs besoins. Peut-être plus important encore, il a lancé le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes, qui s'engage à distribuer deux milliards de dollars aux projets qui renforceront la résilience des communautés. Je peux donc affirmer que j'ai entamé mon mandat dans un contexte évoluant rapidement.*

*La Plateforme d'adaptation rassemble une communauté qui comprend comment un contexte changeant peut entraîner de nouveaux défis. Les investissements à eux seuls ne sont pas des solutions; pour que ces derniers soient mis à profit, il faut l'énergie, la créativité et l'intelligence de personnes qui comprennent les vastes répercussions des changements climatiques sur le Canada ainsi que les répercussions sur les régions et les secteurs de l'économie. Ce point a représenté un défi bien particulier pour les membres de la Plateforme d'adaptation, dont le travail quotidien demande de lutter contre les causes des changements climatiques et de s'adapter aux répercussions de ces derniers. Ils ont donc pris part aux initiatives d'adaptation ainsi qu'aux importantes possibilités d'aider le Canada à respecter ses engagements pris à Paris en matière de réduction des gaz à effet de serre. La capacité humaine peut être une ressource encore plus précieuse et rare que le financement, et les forums comme la Plateforme d'adaptation sont essentiels pour nous aider à partager l'énergie et l'intelligence requises pour relever ces défis.*

*La Table ronde nationale sur la réduction des risques de catastrophes du Canada était des nôtres lors de ma première rencontre plénière qui a eu lieu à Halifax. Ce partenariat reposait sur le principe selon lequel, compte tenu de la volonté du Canada à être résilient face aux dangers liés ou non au climat, nous travaillons auprès des mêmes communautés, appliquons des approches similaires et utilisons les mêmes leviers politiques. Je me suis senti énergisé par cette collaboration et j'ai été frappé par la perspective de mes collègues, qui travaillent dans les domaines de l'adaptation et de l'atténuation et qui sont capables de voir comment les objectifs fixés dans ces deux domaines peuvent être atteints. Pour moi, il s'agit là de progrès vers l'intégration de l'adaptation à notre façon de vivre et à nos activités quotidiennes. En tant que nouveau président, j'étais convaincu que cette intégration était la norme établie. J'ai découvert la mesure dans laquelle cette intégration dépend des efforts continus et de l'esprit d'initiative des membres de la Plateforme et des autres partenaires de l'adaptation au Canada.*

*La Plateforme d'adaptation soutiendra ces efforts et permettra de révéler de nouvelles occasions d'intégrer l'adaptation de façon novatrice et excitante. Plus j'en apprenais pendant cette première année, plus j'étais en mesure d'imaginer comment nos connaissances sur les répercussions des changements climatiques et l'adaptation pouvaient influencer les décisions et les processus décisionnels au moyen desquels nous cernons nos options. En tant que communauté, nous travaillons déjà ensemble pour anticiper l'incidence qu'aura notre futur climat sur nous et nous continuerons de nous préparer à atténuer les risques et à transformer nos communautés ainsi que notre société et économie afin que le Canada puisse prospérer dans ce futur climat. En d'autres termes, ma première année en tant que président a alimenté mon imagination. J'ai bien hâte de poursuivre sur cette lancée et de découvrir ce que nous pouvons accomplir.*

Chris Jennings, Directeur, Division des impacts et de l'adaptation liés aux changements climatiques

Le moment marquant de la réunion de mai a été une séance de discussion d'une demi-journée sur la mobilisation des Autochtones organisée et animée conjointement par des représentants de l'Assemblée des Premières Nations (APN) et d'Inuit Tapiriit Kanatami (ITK). Une série d'exposés et de récits intéressants et le partage d'expériences personnelles ont entraîné une discussion du groupe plénier au sujet de la manière dont nous pouvons améliorer la participation des Autochtones à la Plateforme d'adaptation et à nos réseaux professionnels. Dans son allocution d'ouverture, M. Graeme Reed (APN) a souligné le fait que l'approche du nouveau gouvernement fédéral signifie qu'il est maintenant possible, pour le Canada, de renouveler sa relation avec les peuples autochtones et, pour ces derniers, d'aider le Canada à devenir un chef de file en matière de climat. Il a demandé aux membres de la Plénière d'examiner comment nous pouvons améliorer la participation des Autochtones au sein de la Plénière et des réseaux organisationnels de chacun des membres.

Les discussions portant sur l'adaptation aux États-Unis ont été dirigées par Suzanne Spence (Colombie-Britannique - secrétariat action climat du ministère de l'Environnement) et Catherine Gauthier (Québec – ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques), qui avaient participé à un International Visitors Leadership Program portant sur les changements climatiques sur le plan de la sécurité au Canada et aux États-Unis (*Climate Change in Canada-U.S. Security*). Elles ont participé à 31 réunions sur 3 semaines et ont rencontré les représentants d'organisations nationales et locales. Les messages récurrents concernaient notamment l'importance du leadership et la capacité des investissements fédéraux à offrir des possibilités à l'échelle locale. Un exposé subséquent de Mike Kuperberg, directeur exécutif de l'U.S. Global Change Research Program (USGCRP), a mis l'accent sur l'évolution du rôle de la recherche fédérale en matière de

changements climatiques aux États-Unis. Parmi les développements récents, nous trouvons un accroissement du rôle des intervenants non gouvernementaux dans la résilience climatique et la mise au point d'outils axés sur l'utilisateur pour appuyer la prise de décisions en matière d'adaptation.

Au titre des décisions importantes concernant les activités de la Plateforme, on a notamment approuvé la constitution d'un nouveau groupe de travail sur les services climatiques, dirigé par Lo Cheng d'Environnement et Changement climatique Canada.

La douzième réunion de la Plénière de la Plateforme d'adaptation a eu lieu les 24 et 25 octobre à Halifax. La réunion était coprésidée par Chris Jennings (Ressources naturelles Canada) et Jason Hollett (ministère de l'Environnement de la Nouvelle-Écosse); le thème de la Plénière était *Reconstruire en mieux*. La première journée consistait en une réunion conjointe avec la Table ronde nationale sur la réduction des risques de catastrophe, qui a rassemblé environ 250 participants. La deuxième journée a été consacrée à une réunion plénière qui a regroupé 62 participants représentant 33 organismes membres et 3 organismes observateurs.

La réunion conjointe de la première journée fut la première relation officielle entre les plateformes nationales du Canada en matière d'adaptation et de réduction des risques de catastrophe, et a permis de souligner les synergies importantes entre les deux disciplines. À l'échelle internationale, l'Accord de Paris sur le climat, le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et les objectifs de développement durable mettent en évidence l'adoption d'une approche qui regroupe l'ensemble de la société et la nécessité d'établir des partenariats visant à réduire les risques climatiques. Les points saillants de la première journée ont comporté des séances organisées par la Plateforme d'adaptation qui portaient sur les leçons

tirées sur le terrain, le passage de la recherche à l'action, les risques liés aux zones côtières et les infrastructures résilientes. De plus, un atelier de formation sur l'utilisation de projections climatiques, organisé par Ouranos et Ressources naturelles Canada avec la collaboration de l'équipe des services climatiques d'Environnement et Changement climatique Canada, a été très couru et bien accueilli.

La deuxième journée a commencé par une réflexion sur ce que les membres de la Plénière avaient entendu la veille. On a mentionné qu'il fallait intégrer la créativité et l'imagination au concept de « reconstruire en mieux », de manière à construire plus intelligemment d'abord et à se poser des questions difficiles sur ce qui devrait être reconstruit dans les secteurs vulnérables frappés par une catastrophe. On a reconnu que nous devons collaborer, compte tenu de la complémentarité des deux milieux, y compris les objectifs communs relatifs à la prévention des catastrophes climatiques et le maintien des bonnes pratiques générales. Il faut

faire preuve de souplesse et d'esprit novateur sur le plan de l'établissement de collaborations, étant donné les exigences très diverses des collectivités en ce qui concerne les besoins et la capacité de répondre à ces besoins.

Les discussions qui ont suivi ont permis d'examiner des approches pour relier les disciplines et pour évaluer la gestion des risques climatiques, les enseignements tirés de travaux effectués à l'échelle internationale (Anne Hammil, Institut international du développement durable) et un projet novateur mis en œuvre en Nouvelle-Écosse (ministère de l'Environnement de la Nouvelle-Écosse, ministère de l'Agriculture de la Nouvelle-Écosse, Services de protection des terres et Fédération de l'agriculture de la Nouvelle-Écosse). Les messages communs touchent notamment la nécessité d'adopter l'apprentissage comme un moyen d'améliorer les activités d'évaluation, de même que la surveillance et l'évaluation des pratiques d'adaptation.



Photo de Samantha Page

### Réflexions du coprésident

*La Nouvelle-Écosse a été heureuse d'accueillir la réunion plénière automnale en octobre 2017 à Halifax. L'approche multidisciplinaire intégrée de la réunion plénière correspond à l'approche adoptée par la Nouvelle-Écosse pour préparer notre province aux changements climatiques. La responsabilité d'agir nous incombe tous et nécessite un cadre de collaboration significatif. Cette année, le ministère de l'Environnement de la Nouvelle-Écosse collabore avec le ministère de l'Agriculture dans le cadre d'une analyse complète du contexte climatique afin de déterminer les secteurs de risques et de possibilités et la capacité d'aborder les risques et les possibilités. Nous continuerons de collaborer avec les partenaires internes et externes dans le cadre d'évaluations similaires des risques et des possibilités, et afin de renforcer la capacité de ces derniers d'agir en matière d'adaptation.*

*L'importance du partenariat, d'une attitude proactive et du libre partage de l'information ont constitué des messages clés dans le cadre de la Plénière et de la Table ronde sur la réduction des risques de catastrophe, qui a recoupé la Plénière. Ces messages trouvent un écho au ministère de l'Environnement, alors que le maintien de nos partenariats avec nos collègues fédéraux, provinciaux et territoriaux, les organisations de l'industrie, les ONG et les collectivités touchées demeure prioritaire pour la Nouvelle-Écosse.*

*En résumé, la Plénière offre une plateforme très utile qui facilite l'échange d'information et la collaboration. Nous avons apprécié la possibilité de collaborer avec RNCAN dans le cadre d'un événement aussi réussi.*

Jason Hollett, Directeur de l'Environnement de la Nouvelle-Écosse

## GROUPES DE TRAVAIL

Les produits qui transmettent l'information et les outils à ceux qui vont mettre en œuvre l'adaptation au changement climatique sont normalement créés sous l'égide des groupes de travail. Tout comme la Plénière, les groupes de travail sont aussi des réseaux de réseaux. Sous la coprésidence de participants provenant de diverses organisations, les groupes de travail réunissent des personnes qui possèdent une expertise ou un intérêt commun concernant certains enjeux ou secteurs en particulier. Leurs membres travaillent ensemble à définir des objectifs d'adaptation au changement climatique, puis à les atteindre. Des cadres de référence sont élaborés pour chaque groupe de travail, qui les soumet ensuite au groupe plénier. Le programme de travail est révisé périodiquement selon le calendrier de chaque groupe de travail, le plus souvent déterminé par les cycles de financement des gouvernements. Plusieurs des groupes de travail rédigent un document décrivant l'état d'avancement de leurs travaux qui leur sert de référence afin de déterminer et de discuter des mesures à entreprendre.

Les membres d'un groupe de travail peuvent participer en fournissant des fonds, de l'expertise ou de l'information provenant de l'organisme qu'ils représentent; ou bien en rédigeant ou en révisant des documents, en fournissant des conseils sur des projets ou en accueillant des réunions. Les groupes de travail se rassemblent principalement par téléconférence et certains d'entre eux œuvrent directement dans l'espace de travail virtuel. Les activités des groupes de travail peuvent être réalisées par les organisations membres ainsi que par des sous-traitants en vertu d'appels d'offres et de contrats. Les priorités de financement dépendent du mandat du bailleur de

fonds, lequel pourrait être toute organisation qui est membre du groupe plénier.

Les points saillants des activités mises en œuvre entre avril 2017 et mars 2018 par les groupes de travail actifs sont présentés ci-dessous. Pour avoir accès aux produits importants d'adaptation au changement climatique qui ont été créés sous l'égide de la Plateforme, veuillez consulter les sites nationaux suivants.

- [Ressources naturelles Canada](#)
- [La Bibliothèque d'adaptation](#)

La diffusion régionale est également réalisée en partenariat avec des initiatives de collaboration pour l'adaptation régionale et le Partenariat pour l'adaptation dans le Nord :

- [La Colombie-Britannique](#)
- [Les Prairies](#)
- [L'Ontario](#)
- [Le Québec](#)

## *Adaptation de la biodiversité*

### **Coprésidents :**

Scott Parker (avril à décembre 2017), Agence Parcs Canada  
Elizabeth Nelson (janvier 2018 à ce jour), Parcs Canada

Le rapport sur l'état actuel de l'adaptation de la biodiversité a été réalisé au moyen d'une revue de la littérature détaillée, d'une série d'entrevues avec des experts et d'un processus d'examen concerté entrepris par les membres du Groupe de travail sur l'adaptation de la biodiversité. Le rapport sur l'état actuel a cerné les forces, les faiblesses et les occasions associées à ce type de question

complexe qui comprend plusieurs volets regroupés sous quatre thèmes : sciences, partenariats, communications et politiques, et programmes et financement. Cet aperçu de l'état actuel de l'adaptation de la biodiversité au Canada éclairera l'élaboration du programme du groupe de travail pour les prochaines étapes. En outre, le groupe de travail a mené une enquête interne afin de déterminer les principaux secteurs d'intérêt en vue de l'échange de renseignements dans le cadre de réunions futures et a organisé quatre téléconférences animées.

## *Services climatiques*

### **Coprésidents :**

Lo Cheng, Environnement et Changement climatique Canada  
David Huard, Ouranos

Depuis sa mise en place à l'automne 2017, le Groupe de travail sur les services climatiques (GTSC) a rassemblé un large éventail d'intervenants de divers secteurs et régions pour aborder les enjeux et les besoins communs liés à la prestation continue de services climatiques aux fins de prise de décisions et de planification en matière d'adaptation au Canada. Dès le début, les membres ont élaboré et se sont mis en accord sur le mandat du GTSC, la portée des travaux et une définition commune des services climatiques. Peu de temps après, le GTSC a identifié et priorisé deux principaux secteurs d'activité à court terme pour faire avancer les travaux et a établi deux sous-groupes : 1) surveillance et 2) formation.

La portée des travaux du sous-groupe sur la surveillance météorologique et climatique consiste à fournir aux Canadiens des métadonnées et des données améliorées, normalisées et accessibles pour appuyer leur planification et leur prise de décisions. Le sous-groupe sur la surveillance élabore actuellement son plan

d'activités pour l'année fiscale 2018-2019. Les activités comprendront, sans s'y limiter, l'évaluation de la couverture et des caractéristiques des sites et des réseaux de surveillance existants afin de déterminer les besoins et les lacunes, la consignation de l'évolution de l'instrumentation, de l'entretien et de la transformation physique des sites pour évaluer la qualité des données recueillies et la détermination des diverses normes existantes en matière de métadonnées et de données à l'appui de l'interopérabilité entre les réseaux.

La portée des travaux du sous-groupe sur la formation consiste à offrir une formation aux Canadiens en ce qui concerne les renseignements climatiques disponibles et leur utilisation pour orienter la prise de décisions. Au cours de l'hiver et du printemps de 2018, le sous-groupe sur la formation a élaboré un plan d'activités pour l'année fiscale 2018-2019. Les activités prévues comportaient la définition des types d'utilisateurs et de leurs besoins en matière de formation, l'examen de la formation actuelle relative aux services climatiques et l'élaboration de produits de formation, notamment des ateliers et des webinaires.

Enfin, le groupe de travail sur les services climatiques envisagera le recrutement de nouveaux membres, déterminera des secteurs de collaboration avec d'autres groupes de travail par l'intermédiaire de la Plateforme d'adaptation et examinera d'autres activités liées à son programme de travail qui seront mises en œuvre au cours des prochaines années.

## *Gestion des zones côtières*

### **Coprésidentes :**

*Mary-Ann Wilson, Ressources naturelles Canada*

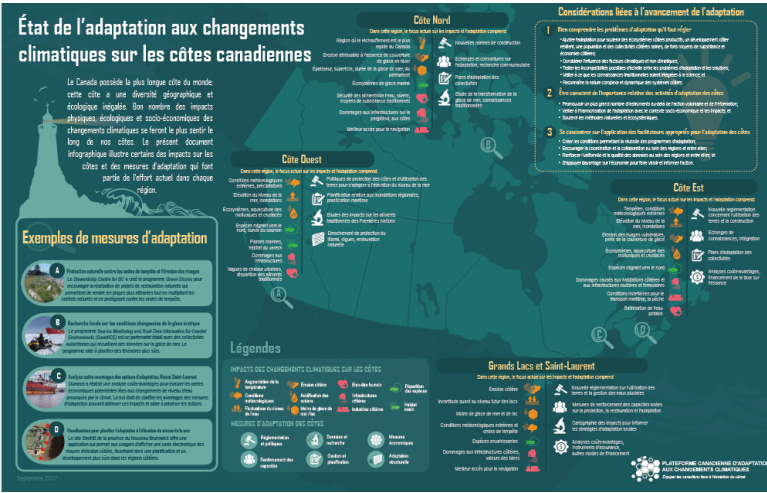
*Erin Taylor, Secrétariat des changements climatiques, ministère de l'Environnement, du Travail et de la Justice de l'Île-du-Prince-Édouard*

En 2017-2018, le groupe de travail a élaboré un nouveau programme de travail en vue de déterminer et d'aborder des enjeux et des besoins communs liés à l'adaptation côtière pratique au Canada. Le programme de travail prend appui sur les constatations et les recommandations énoncées dans le rapport sur l'état actuel des zones côtières (ESSA, 2017) et repose largement sur l'expertise des membres du groupe de travail et sur les réseaux.

Les besoins définis dans le rapport sur l'état actuel et dans le programme de travail représentent l'étendue des éléments jugés nécessaires par le groupe de travail pour promouvoir l'adaptation de la gestion des zones côtières au Canada.

Les objectifs qui orientent le programme de travail de 2017-2021 sont les suivants :

- améliorer la compréhension des risques et des possibilités liés au climat et l'application des connaissances aux fins de la prise de décisions éclairées et de la mise en œuvre de mesures;
- renforcer la capacité de mettre en œuvre des mesures d'adaptation durables;
- accroître la collaboration, la mobilisation et l'utilisation d'approches intégrées;
- identifier et promouvoir des outils en matière de politiques et de dispositions réglementaires;
- promouvoir la résilience au moyen de l'innovation et de l'infrastructure;
- améliorer la surveillance, l'évaluation et les rapports relatifs aux mesures d'adaptation.



### La dimension économique

**Présidente :**  
*Pam Kertland, Ressources naturelles Canada*

Un programme de travail actualisé pour 2017 – 2021 a été élaboré, à partir du rapport sur l'état actuel et des points de vue des membres du groupe de travail. Les membres ont convenu des objectifs suivants :

- renforcer la capacité afin améliorer l'utilisation de l'information économique dans la prise de décisions en matière d'adaptation;
- faire progresser l'analyse économique des coûts et des avantages liés aux répercussions des changements climatiques et aux mesures d'adaptation;
- améliorer l'intégration des renseignements relatifs aux changements climatiques et à l'adaptation à l'analyse financière et à la prise de décisions dans le secteur des services financiers et au sein des gouvernements;
- identifier des instruments économiques et encourager leur utilisation aux fins d'adaptation.

En août 2017, Ressources naturelles Canada a sollicité des propositions concernant des projets à frais partagés visant à appuyer la mise en œuvre du programme de travail; 2 millions de dollars ont été expressément affectés au traitement des priorités liées à la gestion des zones côtières, notamment :

- des approches alternative et novatrice afin de protéger les infrastructures matérielles;
- des moyens d'intervention élargis ou innovateurs;
- des initiatives d'adaptation intégrées.

RNCan appuiera sept nouveaux projets au titre de la gestion des zones côtières, qui se dérouleront de mars 2018 à novembre 2020, et produira divers outils, études pilotes et ressources afin de promouvoir l'adaptation côtière.

Afin d'appuyer les objectifs définis par les groupes de travail de la Plateforme d'adaptation, Ressources naturelles Canada a sollicité en août 2017 des propositions concernant des projets à frais partagés. Des 8,25 millions de dollars alloués aux fins de l'appel de propositions, 1,75 million de dollars ont été alloués à 8 projets économiques qui permettront :

- d'étendre l'analyse coûts-avantages;
- d'améliorer la capacité du secteur des services financiers de tenir compte des changements climatiques dans le cadre des divulgations et de la prise de décisions.

Les projets d'analyse économique mettent l'accent sur divers aspects de l'adaptation aux inondations, y compris l'utilisation des infrastructures naturelles, la lutte contre les feux de forêts et les compromis en cas de pénuries d'eau à l'échelle régionale.

Étant donné que les changements climatiques et les mesures d'adaptation qui ont lieu à l'extérieur du Canada pourraient avoir des répercussions au Canada – par exemple au niveau de l'offre et de la demande de marchandises, de la disponibilité et du coût des intrants et de la concurrence commerciale – un projet a été mis en œuvre pour étudier cette question de manière plus approfondie.

## L'énergie

### **Coprésidents :**

*Mary-Ann Wilson, Ressources naturelles Canada*

*Poste vacant*

Les activités du Groupe de travail sur l'énergie (GTE) visent cinq objectifs :

1. permettre l'utilisation de données et de renseignements climatiques;
2. accroître les capacités et la mobilisation;
3. élaborer une analyse de rentabilité et appuyer la prise de décisions;
4. stimuler l'adaptation au moyen de la collaboration et de l'innovation;
5. promouvoir les outils en matière de politiques et de dispositions réglementaires.

Le GTE s'est efforcé à atteindre des publics plus larges au moyen de présentations dans le cadre d'événements tels que ceux du Réseau de gestion des actifs et des changements climatiques de la Fédération

canadienne des municipalités et du Canada Smart Grid Action Network ainsi que la conférence de 2018 sur les systèmes d'électricité, de distribution et d'information et les technologies.

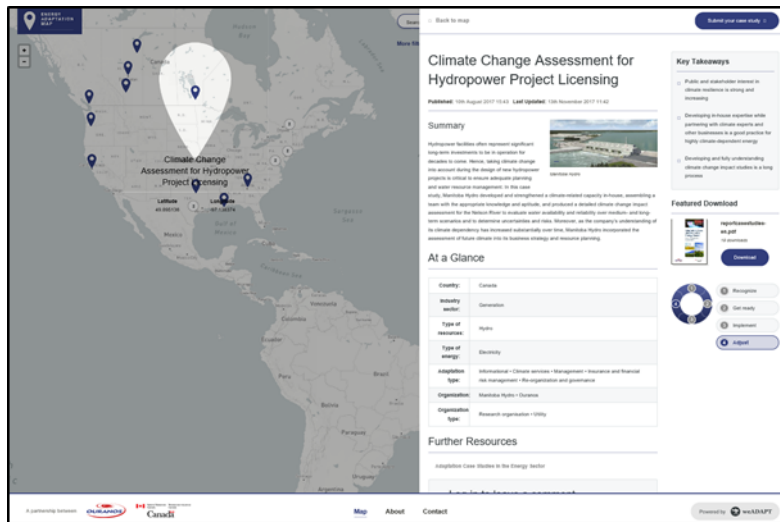
En outre, le GTE continue de coordonner les efforts et de partager des connaissances avec l'Agence internationale de l'énergie.

Au cours de la dernière année, le GTE a également fourni des avis et une expertise dans le cadre d'initiatives nationales pertinentes, y compris une présentation à l'intention du Conseil Génération Énergie dans le cadre d'un dialogue national sur l'avenir énergétique du Canada dirigé par Ressources naturelles Canada. En outre, le GTE participe à un projet dirigé par l'Association canadienne de normalisation qui vise à élaborer des solutions en matière d'adaptation aux changements climatiques selon le Code canadien de l'électricité.

De plus, en prenant appui sur un projet réalisé antérieurement, Ouranos a collaboré avec WeADAPT pour élaborer une base de données interactive accessible sur le Web qui contiendra de façon continue environ 200 études de cas. Le site Web offre des mesures visant à surmonter les obstacles à l'adaptation dans le secteur énergétique utilisées à travers le monde.

Enfin, un appel de propositions de l'automne 2017 de RNCan a appuyé six nouveaux projets du secteur énergétique dans les domaines de la prise de décisions économiques, des mesures et des options en matière d'adaptation et du développement des capacités.





Base de données interactive d'études de cas sur l'adaptation dans le secteur énergétique.

## La foresterie

### Coprésidents :

*Vincent Roy/Winnifred Hays-Byl, Service canadien des forêts*

Le Groupe de travail sur l'adaptation forestière (GTAF) a mis à jour son mandat et a continué d'accroître sa composition, notamment au moyen d'une représentation importante des provinces et des territoires, du milieu universitaire et de l'industrie. Le rapport sur l'état actuel de l'adaptation du secteur forestier au Canada a servi de fondement au nouveau programme de travail du GTAF visant à proposer des options rentables pour suivre l'évolution de l'adaptation aux changements climatiques dans le secteur forestier, fournir de l'information concernant les répercussions des changements climatiques et l'adaptation aux fins de planification de la gestion

forestière et promouvoir des pratiques exemplaires en matière d'adaptation forestière pour l'ensemble des instances. Le Service canadien des forêts a appuyé l'appel de propositions en matière d'adaptation forestière de RNCAN, qui s'adressait notamment aux membres du GTAF; quatre propositions concernant l'adaptation forestière ont reçu des fonds pour la période de 2018 à 2020. L'ordre du jour des réunions mensuelles du GTAF a été remanié pour comporter des présentations portant sur l'adaptation, afin d'accroître la mobilisation et le partage des connaissances à l'échelle du Canada, par exemple des présentations du Centre canadien des services climatiques et du Groupe d'experts sur les résultats de l'adaptation et de la résilience aux changements climatiques.



## Infrastructure et bâtiments

### Coprésidents :

*David Lapp, Ingénieurs Canada*

*Paul Kovacs, Institut de prévention des sinistres catastrophiques*

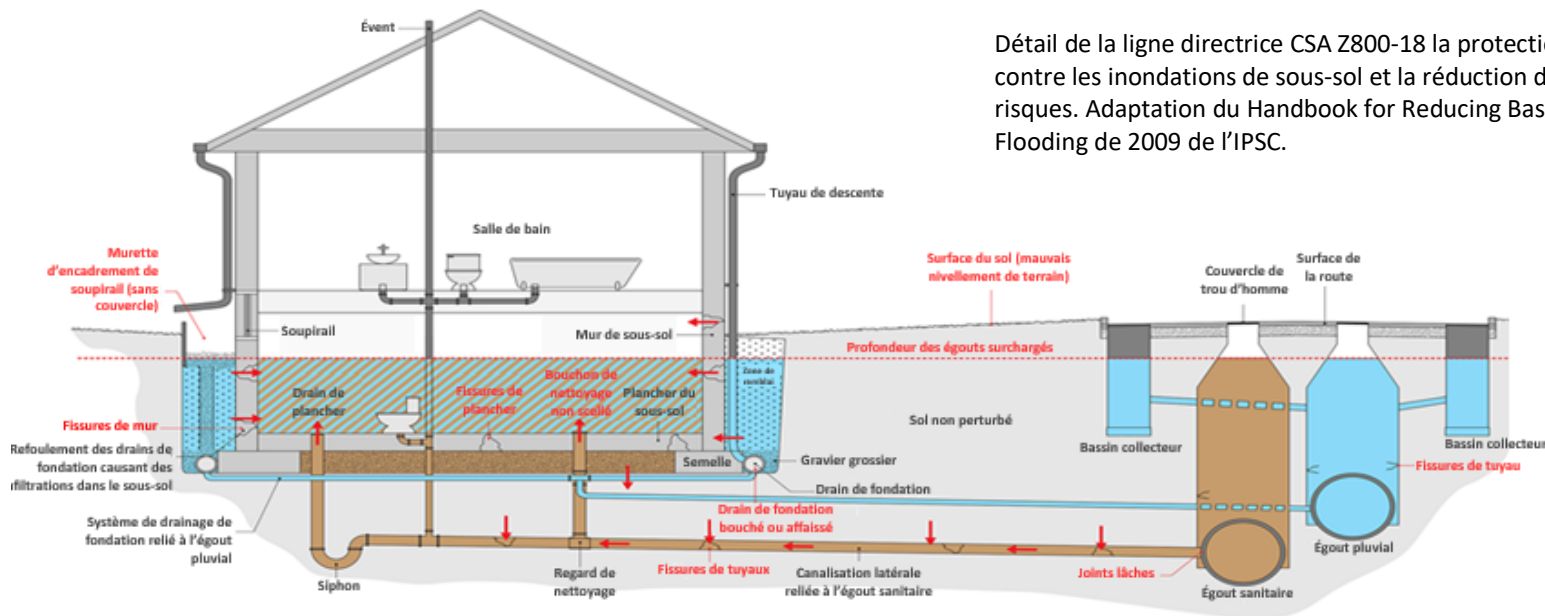
À l'automne de 2017, le groupe de travail sur l'infrastructure et les bâtiments a mis à jour son programme de travail pour tenir compte des résultats et des points de vue fournis par le projet de [rapport sur](#)

l'état actuel de 2017. Le rapport actualisé continue de mettre en évidence les objectifs liés au renforcement des capacités en matière d'adaptation des bâtiments et de l'infrastructure, au rayonnement et à la diffusion d'information et à l'établissement de données probantes concernant des mesures d'adaptation. Les réunions du groupe de travail – qui n'est pas financé – ont mis l'accent sur la diffusion d'information concernant des initiatives d'adaptation et la création de possibilités de partenariats liés à des projets d'adaptation. Depuis la dernière mise à jour à l'intention de la Plénière, le groupe de travail a reçu des présentations de quelque 20 intervenants externes et internes axées sur des programmes nationaux d'adaptation évolutive et des initiatives d'adaptation locales.

Voici quelques-uns des projets actuellement menés et achevés par les membres du groupe de travail :

- élaboration de normes et de directives relatives aux infrastructures et aux bâtiments, notamment :

- projet de document de base sur les normes de gestion de la qualité des eaux pluviales d'Ingénieurs Canada et du CCN;
- projet de document de base sur la résilience au vent des bâtiments résidentiels de faible hauteur de l'Institut de prévention des sinistres catastrophiques (IPSC) et du CCN;
- CSA Z800-18 : Ligne directrice sur la protection contre les inondations de sous-sol et la réduction des risques;
- Norme de la région de Durham sur la résilience climatique pour les nouvelles résidences (Durham Region Climate Resilience Standard for New Houses);
- contributions au projet d'immeubles résilients aux changements climatiques et d'infrastructures publiques de base relatif aux inondations de sous-sol et aux incendies en milieu périurbain du Conseil national de recherches du Canada (CNRC);



Détail de la ligne directrice CSA Z800-18 la protection contre les inondations de sous-sol et la réduction des risques. Adaptation du Handbook for Reducing Basement Flooding de 2009 de l'IPSC.

- projet de l'U de G, de l'IPSC et du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG) sur le rendement des mesures de protection contre les inondations de sous-sols résidentiels;
- projets relatifs aux données climatiques mis en œuvre par Ouranos et par le CCN;
- élaboration d'outils et de guides visant à appuyer la sélection, l'évaluation et la mise en œuvre d'options en matière d'adaptation, y compris l'outil sur le risque et le rendement du capital investi de CVC et le projet de résilience selon une faible teneur en carbone – spécialistes en tant que moteurs des collectivités durables de l'équipe de l'adaptation aux changements climatiques de l'Université Simon-Fraser (USF).

Ingénieurs Canada continue d'élaborer plusieurs initiatives d'infrastructures à l'échelle nationale et internationale et a maintenu l'application du protocole du Comité sur la vulnérabilité de l'ingénierie des infrastructures publiques (CVIIP) pour les infrastructures canadiennes. Parmi les initiatives nationales et internationales mises en évidence, mentionnons un projet en collaboration avec l'Ontario First Nations Technical Services Corporation (OFNTSC) pour la Première Nation d'Akwesasne qui met l'accent sur l'élaboration et la mise à l'essai d'une trousse d'outils de gestion des biens du CVIIP pour les Premières Nations et un partenariat avec l'agence allemande de développement international GIZ relativement à un projet de services climatiques améliorés pour les investissements dans les infrastructures, qui appuiera l'application du protocole du CVIIP au Brésil, au Costa Rica et au Vietnam ainsi que dans le cadre de l'Initiative du Bassin du Nil.

## *Exploitation minière*

### **Présidente :**

*Pam Kertland, Ressources naturelles Canada*

Le nombre de membres du Groupe de travail sur l'exploitation minière est passé à 18.

Pour appuyer sa planification, le groupe de travail a commandé un rapport sur l'état actuel de l'exploitation minière et de l'adaptation. Le rapport, qui a été achevé en mars 2017, se concentre sur les répercussions des changements climatiques sur le secteur minier canadien et les activités d'adaptation mises en œuvre par les secteurs privé et public pour y remédier.

Le rapport est fondé sur les résultats des études menées dans le cadre du programme de 2012 à 2016, sur la littérature grise provenant de sources gouvernementales, industrielles et universitaires et sur des entrevues de divers intervenants. Les objectifs du rapport sont les suivants :

- assister le groupe de travail dans l'obtention d'une compréhension commune de l'état actuel des mesures d'adaptation au changement climatique entreprises dans le secteur minier;
- offrir un aperçu à jour des travaux d'adaptation qui ont été accomplis dans le secteur minier au cours des cinq dernières années (entre 2012 et 2016);
- déterminer les besoins à combler pour contribuer à la résolution des problèmes reliés à l'adaptation et guider le développement du programme du Groupe de travail sur l'exploitation minière pour les quatre prochaines années (entre 2017 et 2021).

De plus, les résultats des projets entrepris durant la phase antérieure (2012-2016) sont toujours diffusés au Canada et à l'international au cours d'événements comme les conférences Adaptation Canada 2016, qui a eu lieu à Ottawa en avril 2016, et Adaptation Futures, qui a eu lieu à Rotterdam en mai 2016.

## AUTRES ACTIVITÉS

### *Le Canada dans un climat en changement : renforcer nos connaissances pour mieux agir*

En 2017-2018, des progrès considérables ont été réalisés dans le cadre de l'élaboration de la prochaine évaluation nationale de l'évolution du climat au Canada, de ses impacts et de la façon dont nous nous y adaptons pour réduire les risques. Il existe des différences importantes entre la nouvelle évaluation et les évaluations antérieures :

- 1 – D'autres formes de connaissances, notamment le savoir autochtone et l'expérience des spécialistes, seront incluses au même titre que les sources scientifiques conventionnelles.
- 2 – Un processus plus transparent et inclusif permettra à un nombre encore plus grand d'experts de contribuer à l'élaboration de l'évaluation.
- 3 – Le rapport sera élaboré en vue d'une diffusion numérique et présentera des constatations principales qui feront écho aux préoccupations des décideurs.

Le site Web [Le Canada dans un climat en changement](#) permet aux visiteurs d'en savoir plus sur le processus d'évaluation, de rencontrer les membres de l'équipe d'évaluation et de contribuer directement au

processus en remplissant des questionnaires, en soumettant des documents pertinents et en s'inscrivant à titre d'évaluateurs experts.

Une étape importante est liée à la première réunion conjointe du comité consultatif et des auteurs principaux chargés de la coordination qui a eu lieu à Halifax, parallèlement à la réunion d'octobre de la Plénière de la Plateforme d'adaptation. Les objectifs étaient d'affermir une approche d'équipe, de préciser les attentes, les thèmes et les défis communs et de fournir aux auteurs principaux les renseignements nécessaires pour élaborer un chapitre solide. Le processus comportait un engagement à élaborer des directives concernant l'inclusion des connaissances autochtones dans le rapport, qui devaient être préparées par un sous-groupe sous la direction d'experts de l'Assemblée des Premières Nations et d'Inuit Tapiriit Kanatami.

Une seconde réunion des auteurs principaux chargés de la coordination a eu lieu à Toronto en février. Cette réunion a mis l'accent sur les questions liées au chevauchement entre les chapitres, à la rédaction de concepts clés et à la diffusion numérique.

Enfin, le premier produit découlant de l'évaluation nationale, le rapport intitulé *Le Canada changeant du Canada*, a terminé l'étape de l'examen externe et devrait être achevé en décembre 2018. Ce rapport, réalisé sous la direction d'Environnement et Changement climatique Canada, offre un aperçu des tendances et des prévisions climatiques pour le Canada et constitue le fondement de tous les produits ultérieurs liés à l'évaluation.

Pour obtenir de plus amples renseignements concernant *Le Canada dans un climat en changement*, communiquez avec [Don Lemmen](#) ou [Fiona Warren](#) à Ressources naturelles Canada.



Comité consultatif national de l'évaluation (de gauche à droite) – Graeme Reed, Elaine Fox, Don Lemmen, Caroline Larrivée, Thomas White, Fred Lipschultz, Gord Beal, Susan Evans, Stewart Cohen, Ewa Jackson, Marjorie Shepherd, Linda Morthsch, Anne Kendrick, Paul Kovacs, Patricia Manuel, David Lapp.

### *Le Partenariat pour l'adaptation dans le Nord*

Les discussions relatives à la création du Partenariat pour l'adaptation dans le Nord et à l'élaboration de la stratégie d'adaptation dans le Nord se sont poursuivies tout au long de l'année 2017-2018. Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada a établi un processus de collaboration avec les gouvernements provinciaux, territoriaux et du Nord ainsi qu'avec les peuples autochtones pour promouvoir la stratégie d'adaptation dans le Nord. L'approche de mobilisation comportait des conférences téléphoniques et des visites régionales. La rétroaction obtenue au cours de cette étape de mobilisation a permis la réalisation de progrès concernant un document-cadre relatif à la stratégie.

Un consensus général a été atteint quant au contenu du document-cadre. Celui-ci jette les bases de la stratégie d'adaptation dans le Nord, qui permettra une collaboration significative et qui fera progresser la mise en œuvre de mesures d'adaptation au niveau des collectivités. La stratégie d'adaptation dans le Nord complétera les stratégies d'adaptation aux changements climatiques et les plans de mise en œuvre à l'échelle régionale et communautaire.

### *Le point sur le Comité de la cartographie des inondations*

Depuis 2014, plusieurs ministères fédéraux membres de la Plateforme d'adaptation ont contribué aux travaux du Comité de la cartographie des inondations (CCI), qui élabore des directives techniques concernant la cartographie des plaines inondables aux fins du [Programme national d'atténuation des catastrophes](#) (PNAC) de Sécurité publique Canada.

Un élément clé de la participation des membres de la Plateforme d'adaptation aux travaux du CCI est d'appuyer l'intégration des considérations liées aux changements climatiques à la cartographie des plaines inondables. Ces travaux sont mis en œuvre par un sous-groupe sur les changements climatiques et la cartographie des inondations, présidé par Ressources naturelles Canada, Environnement et Changement climatique Canada et le gouvernement de l'Alberta. Au cours de la dernière année, le sous-groupe a élaboré des études de cas sur l'intégration des changements climatiques à la cartographie des plaines inondables, qui font partie des [Guides d'orientation fédéraux sur la cartographie des plaines inondables](#). Les études de cas documentent des méthodes permettant d'intégrer les changements climatiques à la cartographie des plaines inondables

mise en œuvre par les utilisateurs précoces et devraient être publiées au printemps de 2018.

Le sous-groupe a également contribué aux sections d'autres directives de la série portant sur les changements climatiques. Le sous-groupe a organisé un atelier sur les changements climatiques et la cartographie des plaines inondables qui a eu lieu à Edmonton, les 20 et 21 mars 2018, et qui était animé conjointement par Ressources naturelles Canada et le gouvernement de l'Alberta. L'atelier a réuni des intervenants et des experts afin de discuter de recommandations pour faire progresser cette question importante. Le sous-groupe examinera les résultats de l'atelier et déterminera les prochaines étapes pour l'année à venir.



Membre du comité de planification de l'atelier sur les changements climatiques et la cartographie des plaines inondables (Edmonton, AB, Mars 20-21, 2018) tenant un guide pour l'intégration quantitative des changements climatiques à la cartographie des plaines inondables.